

Professeur des écoles... au collège !

Alors que nous sommes déjà surchargés et sous-payés, notre ministre ne trouve rien de mieux à faire pour améliorer notre condition que de nous pousser à intervenir, nous professeurs des écoles, dans les collèges ! Pour ce faire, il n'hésite pas à supprimer une heure d'enseignement de technologie en 6ème, contraindre nos collègues enseignants de technologie à aller compléter leur service ailleurs, chambouler aussi les programmes de cette matière ! Non seulement on ne répond pas à nos demandes, mais on se sert de nous pour détériorer les conditions de travail d'autres enseignants !

Nous ne pouvons qu'exprimer notre indignation face à de telles mesures qui portent atteinte à l'intérêt de nos élèves de multiples façons. Pourquoi envisager de nous faire intervenir dans les collèges, sous prétexte de consolider ce qui n'a pas été bien acquis par certains élèves, au lieu de nous donner les moyens d'exercer correctement nos missions et de nous occuper de tous nos élèves en diminuant la taille des classes ? Nous savons tous que, sous un vernis progressiste et bienveillant, cette heure hebdomadaire de consolidation ne sert qu'à masquer l'absence de moyens et d'ambition pour l'éducation. Cette proposition est d'abord une insulte à notre intelligence et notre professionnalisme !

Et que dire des échanges de services entre enseignants du premier et du second degré ? On voit bien que, pour le ministère, c'est une solution magique et peu onéreuse pour pallier les carences du système éducatif et les effets sur le recrutement d'un métier dévalorisé. Cependant, les enseignants ont des statuts et des obligations de service bien définies. Ne pas les respecter et leur imposer une surcharge de travail pourrait avoir des conséquences graves sur leur santé physique et mentale. Comment garantir la qualité de l'enseignement dans ces conditions ? Où est la logique là-dedans ? C'est du grand n'importe quoi ! Il est intolérable de faire reposer une fois encore sur les épaules des enseignants la responsabilité de compenser le manque de ressources et de moyens de l'État pour l'éducation. Nous, les enseignants, ne sommes pas des pions que l'on peut déplacer à loisir sur tel ou tel poste pour satisfaire les exigences d'austérité budgétaire.

Nous ne pouvons laisser cela ! Nous devons être unis dans le refus de ces mesures injustes et inadéquates. Il est temps de mettre fin à cette mascarade et de revenir à des mesures justes et équitables pour les enseignants et les élèves. Il est temps de prendre en compte les besoins réels de l'éducation et de cesser de chercher des économies au détriment de l'avenir de nos enfants. Honte à ceux qui ont proposé et soutiennent ces mesures indécentes ! Action & Démocratie s'empare du dossier et interpelle le ministre sur leur caractère injuste et de surcroît non réglementaire !